

SOYONS ACTEURS DU CHANGEMENT ET SORTONS DE L'AUSTÉRITÉ

La crise que nous subissons est la crise d'un système, le capitalisme. Nous sommes en train de changer de société et le monde bouge.

La conscience que nous devons trouver des solutions pour produire et consommer autrement, travailler et vivre autrement, "sauver la planète", émerge.

Il y a ceux qui s'opposent à ces changements. C'est la finance, les actionnaires, la droite et son extrême qui ont retrouvé leurs réflexes primitifs : préserver les profits quelles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales. Et son moyen est notamment une pression sur les salaires, la marchandisation capitaliste de nos biens communs arrachés de haute lutte sur le terrain de la santé, de l'éducation, des retraites, des transports, etc...

Il y a un gouvernement qui s'est empressé de signer le traité "Merkel/Sarkozy". Il s'y soumet aujourd'hui en conduisant une politique d'austérité qui entraîne le pays dans la récession. Les expériences grecque, espagnole, portugaise... nous apportent la preuve que ça ne marche pas et qu'elle est sans avenir pour les peuples qui la subissent.

Il y a ceux qui ont voté, en 2012, pour le changement maintenant et attendent des avancées significatives dans leur quotidien. Vouloir sortir de la crise par l'austérité et la satisfaction des exigences des actionnaires est un non sens. Nous en sommes à 200 milliards d'aides aux entreprises

sans qu'on puisse en discuter, en mesurer l'efficacité et sans contrepartie. Les accords sur la compétitivité et les retraites se font au détriment des salariés et des retraités !

Il faut prendre le contrepied de cette politique en répartissant autrement les richesses créées, en augmentant le pouvoir

d'achat, en restaurant les services publics, en mettant en place une politique industrielle cohérente assurant les emplois et la formation nécessaires à son développement.

Pour imposer des solutions de progrès, ne soyons pas attentistes ! **Ensemble, dès maintenant, soyons acteurs du changement.**



CLASSES PROFESSIONNELLES MENACÉES AU LYCÉE GUSTAVE EIFFEL.

Le lycée Richelieu de Rueil compte actuellement 2300 élèves pour une capacité de 1900. Quelques centaines d'élèves ont dû, au premier trimestre, être envoyés à la Celle Saint-Cloud.

La Région, instance décisionnaire en matière de lycée, envisage de transférer des classes de la filière générale au lycée professionnel Gustave Eiffel. Le lycée professionnel est actuellement occupé à pleine capacité. Pour faire de la place à des élèves du cursus général, une partie des élèves de technologie serait transférés à Suresnes, à Puteaux ou ailleurs.

La sénatrice communiste des Hauts de Seine, Brigitte Gonthier-Maurin, est intervenue pour le maintien au lycée Eiffel des classes des filières professionnelle et technologique.

On ne peut accepter de voir déshabiller le secteur éducatif professionnel pour satisfaire les besoins de l'enseignement général. Il est nécessaire de construire rapidement des classes supplémentaires à Richelieu et, à plus long terme et compte tenu des perspectives de croissance de la population rueilloise, de programmer la construction d'un autre établissement.

LES GOODYEAR SE BATTENT POUR LEURS EMPLOIS ET LA SAUVEGARDE DE L'OUTIL INDUSTRIEL.



Les salariés de Goodyear ont à nouveau manifesté le 7 mars dernier devant le siège de leur entreprise à Rueil-Malmaison.

La section de Rueil-Malmaison et Garches du PCF était présente pour les accueillir. Mais nous n'étions pas seuls et nous avons vu la très forte présence policière jusque dans les halls d'immeuble avoisinants, les barrières anti-émeutes et les canons à eau. Les salariés ont ressenti ce dispositif disproportionné comme une provocation et ont laissé éclater leur colère. Il y a eu des incidents et plusieurs blessés.

Nous ne sommes pas favorables à la violence mais nous comprenons l'exaspération et le désarroi de ces salariés qui luttent depuis 6 ans pour sauver leurs emplois et l'outil industriel et qui peuvent perdre leur contrôle. Aujourd'hui M. Valls, ministre de l'intérieur, jette de l'huile sur le feu et promet des poursuites contre les ouvriers.

Nous dénonçons la violence sociale qui pèse sur ces salariés et le premier responsable en est le patronat qui jette des centaines de familles dans l'incertitude

du lendemain en annonçant une fermeture injustifiée. Car le site d'Amiens Nord est rentable économiquement.

Le syndicat CGT majoritaire à 86 % dans l'entreprise a toutes les preuves que cette usine est victime d'une politique volontaire visant à la fermer au nom de la seule rentabilité financière du groupe et pour satisfaire les actionnaires qui en veulent toujours plus.

Depuis 2004 l'usine subit la mise en œuvre de la stratégie Goodyear qui consiste à se désengager de ce site et redistribuer sa production sur d'autres sites en Europe. En effet, c'est depuis 2004 que l'usine a vraiment subi des baisses de production importantes. Ainsi entre 2004 et 2007 elle a perdu 50% de la production de pneus de tourisme. Or en 2004 le groupe Goodyear Europe produisait 22 millions de pneus en Europe par an et en 2012 il en produit le même nombre, ce qui démontre que la production d'Amiens Nord a bien été distribuée sur d'autres sites, notamment en Pologne.

Démasquée à partir de 2007,

alors qu'un tiers de la production était déjà perdu, la direction a utilisé l'alibi farfelu du refus par les salariés du projet de la direction de réorganisation du travail en 4x8 pour justifier la lente agonie de l'activité tourisme.

Pourtant, aujourd'hui, le groupe Goodyear annonce que les résultats du quatrième trimestre 2012 ont été exceptionnels, largement supérieurs aux attentes et mieux encore, que l'année 2013 va voir le groupe réaliser un bénéfice net après impôts de 1.5 milliards de dollars.

Devant ce constat et avec l'opacité financière et le basculement organisé de sa production vers la Pologne, la direction de Goodyear n'est toujours pas en mesure de justifier économiquement la fermeture de l'usine.

Nous nous sommes entretenus avec des salariés lors de cette manifestation le 7 Mars et ils nous ont dit qu'ils étaient bien déterminés à continuer à se battre pour sauver leurs emplois et l'usine avec leur projet de reprise en SCOP (Société coopérative et participative).

HUITIÈME PLAN "SOCIAL" À UNILEVER

Le groupe Unilever vient d'annoncer la suppression de 152 postes en France dans ses services commerciaux et à son siège social de Rueil 2000, soit une réduction de 12% de ses effectifs.

Unilever a pourtant vu ses ventes en France augmenter de 3,5% l'an dernier et, dans le même temps, la valeur de ses actions a augmenté de 25%.

En 2011 le groupe Unilever affichait un chiffre d'affaires de 46,5 milliards d'euros et un bénéfice net de 4,6 milliards.

Source « L'Humanité » du 18 mars

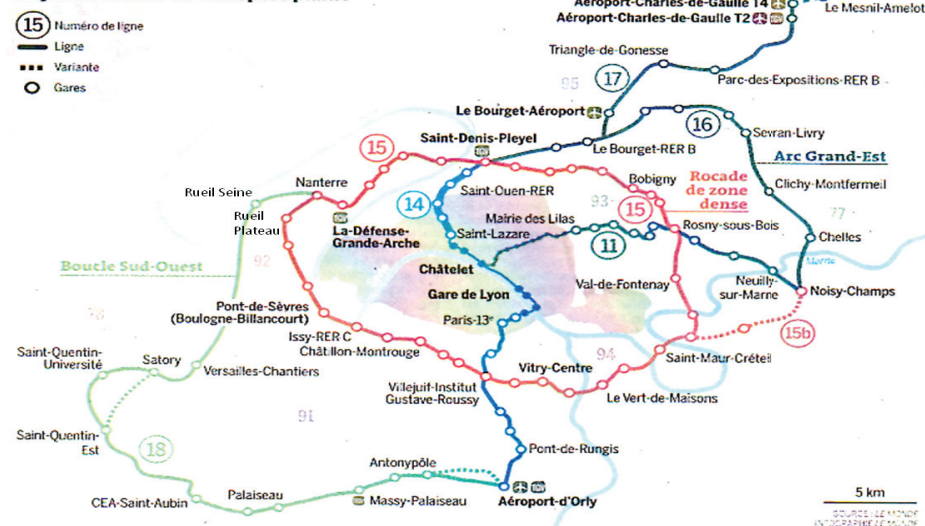
RÉSEAU GRAND PARIS EXPRESS : UNE GARE SUR LE PLATEAU

Deux projets de réseau souterrain express se sont affrontés à la fin de la dernière décennie, celui du gouvernement Sarkozy, qui prévoyait de relier entre eux les grands pôles économiques et universitaires de la Région parisienne, et le projet présenté par la Région, qui prévoyait un maillage plus fin, permettant d'équiper en transports et en gares les zones les moins bien desservies.

Après la tenue d'une concertation de grande ampleur, à laquelle les habitants de l'Île de France ont été invités à participer, un compromis a été trouvé.

Pour Rueil, cela s'est concrétisé par la proposition de construire deux nouvelles gares, l'une, celle du plan gouvernemental, en bordure de la Seine et de Nanterre, sur une ligne reliant la Défense à l'aéroport d'Orly, l'autre, du côté de la place du 8 mai 45, sur une ligne, dite rocade de zone dense, qui fera le tour de Paris. Une première estimation envisageait la construction de cette gare entre 2020 et 2025.

Projet de réseau de transport public



Le premier ministre a confirmé, le 6 mars, la mise en œuvre des chantiers sur l'ensemble du futur réseau en se fixant l'objectif d'une réalisation complète en 2030.

Nous regrettons que la date de livraison de la gare soit repoussée de quelques années par rapport au projet initial, mais nous nous réjouissons, bien sûr, de la confirmation de l'ambition initiale qui permettra, dans notre ville, d'en finir avec une situation qui obligeait la plus grande partie des rueillois à

des trajets fort longs pour rejoindre la gare la plus proche.

Mettons à profit ce délai pour contrôler les opérations immobilières autour de la future gare, en particulier les constructions d'immeubles neufs sur les terrains abandonnés par l'OTAN et sur ceux qui seront cédés par Renault, afin de freiner l'envol du prix des terrains et des constructions et la spéculation immobilière afin d'y garantir une place pour le logement social, pour des activités industrielles et pour les équipements nécessaires.

DROIT DE VOTE DES RÉSIDENTS ÉTRANGERS : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Sur le précédent numéro de Perspectives, nous rappelons que nous sommes pour accorder le droit de vote aux élections locales aux résidents étrangers non communautaires.

Plus de 3 mois après cet article, où en sommes-nous ?

Les socialistes sont perturbés et les lignes ont dans un premier temps commencé à bouger. Alors que le gouvernement et le Parti socialiste avaient annoncé que cette mesure ne serait pas adoptée pour les élections municipales de 2014, Jean-Marc Ayrault, 1er Ministre, avait récemment relancé la proposition n° 50 du candidat Hollande et de son côté, Harlem désir semblait s'activer pour rechercher les soutiens, au-delà de la gauche, qui permettraient d'arriver à une majorité de 3/5

des parlementaires nécessaire pour adopter cette proposition qui modifierait la Constitution.

Pourtant le Président de la République et son gouvernement viennent à nouveau de reculer sur la question en annonçant le 13 Mars qu'elle ne ferait pas partie de la réforme de la Constitution qui doit être soumise aux deux assemblées au cours de l'été.

François Hollande et ses ministres doivent comprendre que céder devant l'offensive xénophobe de l'extrême droite et d'une partie de la droite « décomplexée », c'est conduire la gauche à l'échec. La gauche majoritaire à l'Assemblée Nationale et au Sénat doivent au contraire être à l'offensive.

La campagne lancée par le PCF

et le Front de gauche rappelant ses engagements à François Hollande a largement contribué à faire avancer les choses : de nombreuses votations citoyennes sur le sujet ont été organisées dans des villes dirigées par les communistes, une pétition recueille des dizaines de milliers de signatures, etc.

Apparemment ce n'est pas encore suffisant et cette campagne doit maintenant s'amplifier si nous voulons gagner ce droit pour une République ouverte et fraternelle et nous allons prendre des initiatives notamment à Rueil-Malmaison, en avril, pour la porter dans les quartiers populaires et les entreprises.

Signez la pétition en ligne : www.droitdevote2014.org



La section de Rueil-Garches du parti communiste et le collectif rueillois du Front de gauche vous invitent à participer à une

Assemblée citoyenne

sur le thème

Austérité

"Y a-t-il une alternative ?"

Frédéric Rauch, économiste,
rédacteur en chef de la revue
"Economie et Politique".

**Mercredi 3 Avril à 20h00 / Salle municipale
Place Jean Bru, Rueil-Malmaison
(coin rue Galliéni, rue Danton)**

bus 141 et 241, arrêt Eugène Sue
bus 563, arrêt Voltaire

IDÉE REÇUE N°1

La semaine dernière, je distribuais des tracts siglés « PCF » quand une passante, horripilée par la vue du rouge, s'est emportée en vociférant que j'étais stalinien !

Il est vrai que certains personnages historiques tel que Staline ont marqué les consciences et fortement perverti le message du communisme. A tel point que les personnes les moins informées pensent que communisme rime avec stalinisme. Les barbaries perpétrées par ce dictateur ne peuvent en aucun cas définir le communisme.

En effet, la charte du 36ème congrès du PCF exprime très clairement son désir de soutenir le développement personnel de chacun, les libertés individuelles, l'art et la culture ainsi que la démocratie. Il n'est pas question d'imposer le culte d'une quelconque personnalité ou l'assimilation d'une doctrine enfermant un peuple dans une pensée unique. Bien au contraire ! Mais ne sommes nous pas déjà dans une dictature ? Celle de l'argent, de la rentabilité et de la croissance sans limite ? Celle du capitalisme, qui, à coup de matraquage médiatique, nous inculque qu'il faut ressembler à Ken ou Barbie ?

**Nous ne sommes pas staliniens,
nous sommes COMMUNISTES !**

majorité se constitue et permette aux habitants d'Ile de France de bénéficier de l'engagement pris par la gauche régionale, sous le slogan, **"une Région, une zone" !**

Argumentaire complet développé par Laurence Cohen :

<http://www.groupe-crc.org>

POUR UN PASS NAVIGO UNIQUE AU TARIF ZONE 1-2

La majorité de gauche au Conseil régional d'Ile de France avait pris cet engagement en décembre 2011. Cette mesure concerne deux millions d'usagers par mois dont 53% se déplacent au-delà de la zone 2 actuelle. Le groupe communiste au Sénat a déposé un projet de loi en ce sens qui a été discuté le 27 février dernier. Les arguments sont simples : plus vous habitez loin du centre (souvent pour des raisons liées au coût du logement), plus vous passez de temps dans les transports et plus vous payez cher ! triple peine.

Alors que les abonnements ont

augmenté régulièrement, que les collectivités locales ont majoré leurs contributions, il semble normal que les entreprises, troisième acteur du financement du transport, participent davantage.

Nous proposons une harmonisation du taux de participation sur le taux le plus haut : 2,7% (celui de Paris et des Hauts de Seine). Au nom de la compétitivité, la commission n'a pas adopté cette proposition (seul notre groupe et celui d'EELV ont voté pour).

La discussion reprendra le 16 mai prochain. La mobilisation se poursuit donc afin qu'une

Un communisme de nouvelle génération !

Pourquoi ai-je adhéré ? "Ca fait du bien de partager. Ca fait du bien d'échapper à l'assignation d'être des vainqueurs, des agressifs et des égoïstes. Du bien à la France, à notre avenir commun, tout simplement."

6500 adhésions au PCF en 2012, rejoignez-les !

Je rejoins le Parti Communiste Français.

Je souhaite être informé des initiatives du PCF

Nom, prénom :

Adresse :

Tél. : Mail :

A retourner à : Parti Communiste Français, 4 rue Gambetta, 92500 Rueil-Malmaison